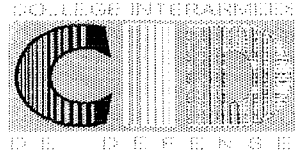
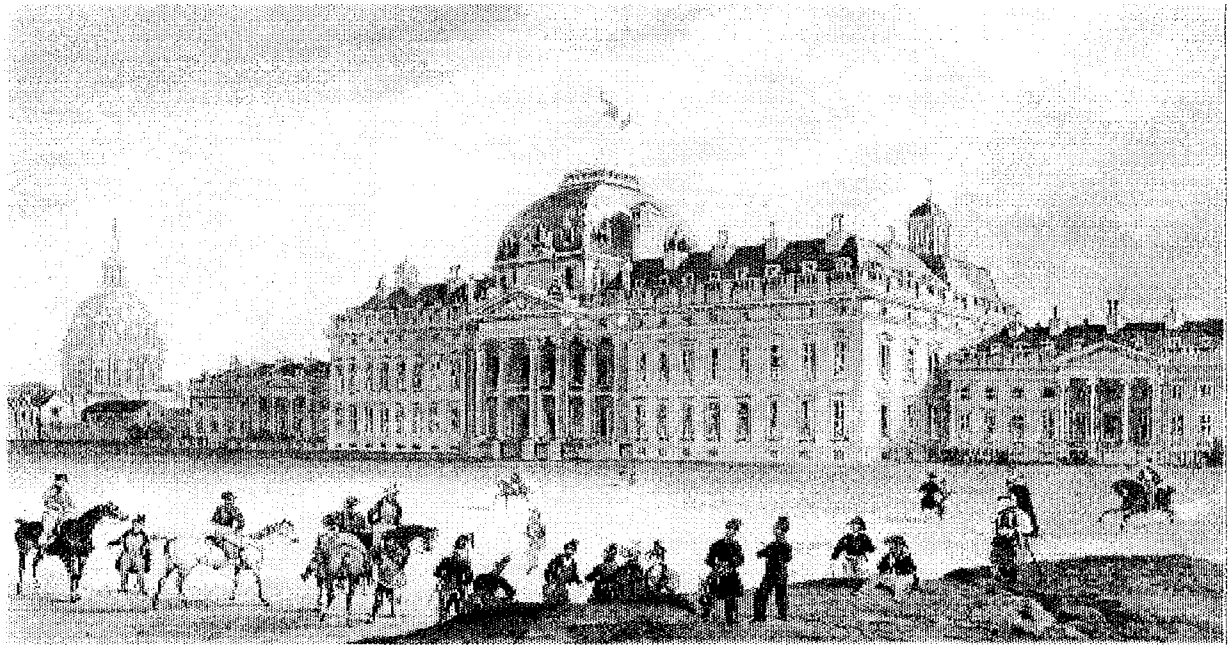


1998 - 253



MEMOIRE DE STRATEGIE



STRATEGIE MILITAIRE ET POLITIQUE

5ème Promotion 1997 / 1998
Division C / Groupe C 1
Mars 1998

IPA MIALLET Séverin

Présentation

Les liens entre stratégie militaire et politique ont connu au travers des siècles des modifications sensibles.

La présente réflexion s'attache d'une part, à dresser un tableau de ces relations au cours des conflits des XIXème et XXème siècle et d'autre part, à analyser la mutation profonde issue de la Seconde Guerre Mondiale. A cette fin, l'auteur tente d'appréhender les raisons essentielles de l'évolution et les nouvelles perspectives quant au rôle du politique dans la stratégie militaire.

Enfin, il replace le politique dans son rôle de garant du projet collectif dont il assure la conduite, projet comprenant en particulier le domaine militaire.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	page 2
CARACTERISTIQUES DES RELATIONS ENTRE STRATEGIE ET POLITIQUE	page 2
LES FACTEURS A L'ORIGINE DU ROLE NOUVEAU ET ACCRU DU POLITIQUE DANS LA STRATEGIE MILITAIRE	page 4
• LE NUCLEAIRE, INITIATEUR FONDAMENTAL DE LA TRANSFORMATION RELATIONNELLE	page 5
• LA MONDIALISATION DE LA DIALECTIQUE DES CONFLITS	page 5
• LES TELECOMMUNICATIONS : UN SUPPORT PRECIEUX DU POLITIQUE DANS SA RELATION AVEC LE MILITAIRE...	page 6
• ...MAIS TRES CONTRAIGNANT VIS-A-VIS DE L'OPINION PUBLIQUE	page 7
APRES LA STRATEGIE NUCLEAIRE, LE POLITIQUE S'ESSAIE A UNE NOUVELLE STRATEGIE : "LA STRATEGIE DE RECONSTRUCTION"	page 8
LE POLITIQUE, GARANT DU PROJET COLLECTIF	page 9
CONCLUSION	page 10
BIBLIOGRAPHIE	page 11

INTRODUCTION

La politique est l'art d'organiser, de gouverner une société en mettant en oeuvre un faisceau d'actions destinées à la concrétisation d'un projet, par essence, collectif. Cette définition étant posée, il apparaît par conséquent que la stratégie militaire entre dans le champ d'action du politique.

Néanmoins, ce simple constat ne permet pas de préciser quelle est la nature exacte des liens entre politique et stratégie. En revanche, les conflits récents que la planète a connus ont mis en évidence l'imbrication de plus en plus marquée du politique et du militaire. La complexité des crises prédispose à cette situation dès lors que de nombreuses données échappent au militaire, en particulier lorsqu'elles relèvent d'enjeux politiques, géopolitiques, économiques. Mais peut-on considérer que ce contexte est une nouveauté de cette fin de siècle ? Probablement pas.

Notre réflexion s'attachera à analyser l'évolution sensible des relations entre politique et stratégie. Nous essaierons dans un premier temps, de caractériser ces relations. Nous dégagerons, ensuite, les facteurs principaux qui ont contribué à un renouveau du politique dans la stratégie. Enfin, nous replacerons l'action de celui-ci dans l'évolution de la stratégie pour achever notre analyse en considérant le rôle premier du politique : assurer la réalisation de l'oeuvre collective pour laquelle il a été désigné.

-oOo-

CARACTERISTIQUES DES RELATIONS ENTRE STRATEGIE ET POLITIQUE

De tout temps, on a pu constater un lien particulier entre la politique et la stratégie militaire. Dès lors que la politique caractérise l'ensemble d'actions visant à atteindre un projet commun pour constituer une société, il se dessine un cadre relationnel privilégié avec la stratégie.

Aussi, de nombreux auteurs se sont intéressés à cette relation. Le général Beaufre définissait ainsi la stratégie : "Art de faire concourir la force à atteindre les buts fixés par la politique". L'auteur considère donc que la politique doit définir les objectifs de la guerre (sécurité collective, protection des intérêts vitaux...) dans le cadre du gouvernement d'un pays et que la stratégie met en oeuvre les moyens pour atteindre ces objectifs. Au XIXème siècle, Carl Von Clausewitz dans son livre *De la Guerre*, écrivait : "la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens. La guerre n'est pas seulement un acte politique, mais un véritable instrument politique, une poursuite des relations politiques, une réalisation de celles-ci par d'autres moyens". L'auteur souligne ici la subordination totale de la

stratégie à la politique. Cette conception a largement été contredite dans les conflits du début du siècle.

A la fin du XIXème et au début du XXème siècle, on assista à une tentative des militaires pour se démarquer de la politique afin de repousser toute ingérence de celle-ci dans leurs actions. Ils y sont parvenus. La revendication forte de ceux-ci s'appuyait sur le fait qu'une fois la guerre décidée par la politique, la mission de conduite de la guerre relevait exclusivement des spécialistes militaires, à charge pour eux de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs.

C'est ainsi que lors de la Première Guerre Mondiale, le maréchal Joffre aura toute latitude de la part du gouvernement français, pour mener la guerre sans que celui-ci intervienne dans ses actions. Le politique se bornera à maintenir l'Etat dans des structures viables et à organiser la mobilisation des entreprises pour contribuer à la fabrication des armements nécessaires à la guerre.

En 1916, le Général allemand Ludendorff poussera le concept jusqu'à refuser une quelconque subordination au politique et à un rejet total d'une quelconque participation de celui-ci à la conduite de la guerre. Cette approche consistant à nier jusqu'à la primauté de la politique pour choisir ou non la guerre comme moyen, est particulièrement inquiétante. Cette inquiétude devient grandissante à la lecture des écrits de Ludendorff lorsqu'il tente de théoriser cette idée dans son livre *La guerre totale*. On peut y lire : "Le caractère de la guerre et celui de la politique étant changés, les rapports entre la politique et la stratégie militaire doivent se modifier[...]La guerre et la politique servent la conservation du peuple, mais la guerre reste la suprême expression de la volonté raciale. C'est pourquoi la politique doit servir la guerre". Il devient alors évident que l'auteur revendique la supériorité de la stratégie sur la politique.

Une telle conception peut conduire à des débordements, faux pas ou erreurs fatals par méconnaissance du contexte politique. Ainsi, lors de la Première Guerre Mondiale, l'invasion par l'Allemagne de la Belgique, alors pays neutre, a entraîné l'entrée en guerre de nouveaux pays. Ce mépris de la politique a largement contribué à la chute de l'Allemagne.

Les faits montrent au travers des deux guerres mondiales que le politique ne maîtrise plus la guerre. Le militaire a voulu nier la pensée de Clausewitz pour se placer en position suprême. Mais les nombreuses victimes font prendre conscience au politique de la nécessité de reprendre les rênes. L'aspiration forte des peuples pour refuser le retour à la guerre conduit les politiques à opérer une mutation des relations vis-à-vis des militaires. Aussi, dès la fin de la Première Guerre Mondiale, ils décidaient de créer la Société des Nations (SDN). La vocation de cet organisme était de développer la coopération entre les nations et de garantir la paix et la sécurité. Malheureusement, ce bel "outil" montra très vite ses limites et ne sut pas empêcher le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale.

Devant l'incapacité des politiques à maintenir la paix, les militaires de "l'école de Ludendorff" ne pouvaient que retrouver un terrain favorable à leur

impérialisme. S'il est vrai que la guerre 1939-1945 n'amène pas exactement des disciples de cette "école" sur le devant de la scène, on assiste cependant à une évolution sensible de l'environnement de la guerre. La violence des combats accrue par les nouvelles techniques utilisées, mêlée à une nouvelle approche de la guerre qui prend pour cibles les populations civiles, va démontrer une nouvelle fois que le politique est quelque peu débordé. Comment peut-on accepter des bombardements de villes comme Coventry pendant la bataille d'Angleterre sauf à dire que cela constitue un élément essentiel de stratégie en vue de l'anéantissement de l'adversaire ? De même, le largage des bombes atomiques américaines sur Hiroshima et Nagasaki qui ont fait plus de 200 000 victimes civiles met en lumière que le politique ne maîtrisant plus le conflit, laisse la stratégie prendre le dessus même si les moyens qu'elle met en oeuvre ne sont pas "gérables".

Le changement de la physionomie des conflits au début du XXème siècle (en particulier, avec la Seconde Guerre Mondiale) a provoqué un véritable électrochoc dont on peut dire que les retombées perdurent depuis presque soixante ans. En effet, l'insoutenable semble avoir été atteint en 1939-1945 dès lors que des populations entières ont été prises pour cibles (soit par les armes classiques ou nucléaires, soit par des "théories" basées sur la suprématie de race). Par réaction, les nations ont manifesté à nouveau leur désir de remédier à l'indicible. Un nouvel ordre mondial devait naître, bâti autour de grandes valeurs universelles et conduisait à la naissance de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1946. L'objectif des pères fondateurs de l'Organisation était de "préserver les générations futures du fléau de la guerre". Ce nouvel ordre mondial devait -au moins pouvait-on l'espérer- permettre de remettre de l'ordre dans la relation entre la politique et la stratégie militaire. Dès lors que l'on considérait une nouvelle conception de la paix basée sur le fait que celle-ci était la conséquence d'une structure des Etats sur le plan politique, économique et sociale, il devenait clair que le politique prenait le pas sur le militaire. La parole était dorénavant donnée à la diplomatie pour assurer la prospérité des Etats et faire taire les armes.

Nous constatons que les deux guerres mondiales se sont, pour l'essentiel, déroulées dans un cadre de "non-relation" entre le politique et le militaire au sens où, à un moment donné, il n'y avait plus de véritable lien entre ces deux acteurs. Le retour en force du politique est manifestement le résultat d'une approche contre nature de la stratégie militaire au début du siècle. Une attention toute particulière mérite maintenant d'être portée sur l'évolution de la relation après 1945.

-oOo-

LES FACTEURS A L'ORIGINE DU ROLE NOUVEAU ET ACCRU DU POLITIQUE DANS LA STRATEGIE MILITAIRE

Le rôle nouveau du politique dans la stratégie militaire procède de deux facteurs principaux : l'avènement de la stratégie nucléaire et la mondialisation des conflits. Il ne faut cependant pas sous-estimer la place de certains facteurs liés aux

progrès technologiques dans la redéfinition de ce rôle. La poursuite de notre analyse va consister à développer successivement chacun de ces aspects.

•LE NUCLEAIRE, INITIATEUR FONDAMENTAL DE LA TRANSFORMATION RELATIONNELLE

L'évolution sensible de la relation politique et militaire trouve en fait ses fondements dans l'apparition des armes nucléaires. En effet, la capacité de ces armes pour détruire massivement et instantanément, fait qu'elles touchent à l'organisation de la société, à la vie collective qui relève par essence du politique. Les "expériences" de la Seconde Guerre Mondiale au Japon ont indéniablement marqué les esprits et fait prendre conscience au politique du risque potentiel d'utilisation de l'arme atomique.

C'est la raison pour laquelle la stratégie nucléaire de dissuasion est du ressort exclusif du politique. Celle-ci ayant "privilegié" des cités comme cibles, il est évident que la décision d'emploi de l'arme nucléaire et le choix de l'objectif ne pouvaient dépendre que du politique. Même si en France, l'utilisation de l'arme nucléaire a vu son concept évoluer depuis son apparition avec la suppression du volet tactique au profit du préstratégique pour se limiter aujourd'hui, au seul stratégique, la décision d'emploi a relevé et relèvera toujours du politique.

Le militaire a certes activement participé en tant qu'expert à la définition du concept de la dissuasion nucléaire mais il n'est pas le responsable "moral" de celle-ci. En revanche, le militaire a comme mission essentielle de veiller à maintenir la crédibilité des systèmes y concourant dans le cadre strictement défini par le politique. La stratégie nucléaire de dissuasion d'origine purement politique, a sensiblement transformé la relation entre le militaire et le politique en instaurant un rôle suprême pour ce dernier.

•LA MONDIALISATION DE LA DIALECTIQUE DES CONFLITS

L'avènement des armes nucléaires a conduit à l'établissement d'un nouvel équilibre mondial basé sur la terreur inhérente aux effets du nucléaire. Corrélativement, l'après-guerre jetait le monde dans une période "d'affrontements" d'une nouvelle nature entre l'Est et l'Ouest dite "Guerre Froide". La physionomie des conflits changeait et traduisait très souvent des conflits d'influence entre les deux grandes puissances nucléaires d'alors, les Etats-Unis et l'URSS.

La chute du "Mur de Berlin" en 1989 et la déliquescence du bloc de l'Est ont entraîné une mutation qui s'est traduite par des conflits d'un type nouveau dans lesquels l'ombre des grandes puissances d'hier (en particulier, celle de l'URSS) disparaissait.

L'appréhension des conflits de cette fin de siècle montre de manière évidente que le moindre mouvement belliqueux a des répercussions sur le plan

international aux niveaux économique, social ou politique. Aussi, après avoir assuré son rôle capital dans la stratégie par le biais de la dissuasion nucléaire, le politique conforte sa position de maître du jeu. En effet, les facteurs liés à l'environnement des conflits de nouvelle génération sont si spécifiques et nombreux qu'ils relèvent de la politique au sens organisation des sociétés. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de considérer un conflit comme un épiphénomène mais comme un élément contribuant à une déstabilisation régionale ou mondiale. La stratégie militaire ne peut plus être élaborée sans une connaissance fine et précise de l'objectif politique recherché. Ce d'autant plus qu'il n'existe pas une seule politique mais des politiques (ou variantes) à appliquer. Elles sont fonction des enjeux considérés par les Etats dans la zone conflictuelle.

Aussi, il est indispensable qu'une imbrication relationnelle forte de type politico-militaire apparaisse de façon que le militaire, une fois les buts fixés par le politique, puisse préciser à ce dernier les effets attendus, les risques encourus, les solutions alternatives... Le politique demeure alors le seul juge quant à l'acceptation ou le rejet des propositions militaires. Nous constatons qu'après l'impérialisme du militaire au début du siècle, le politique entre en scène en considérant d'une manière nouvelle sa relation avec le militaire par laquelle il ne lui laisse que très peu de latitude. Nous pouvons considérer cette situation comme le prolongement naturel de la nouvelle relation créée par la stratégie nucléaire (Cf. supra). Le politique devient ainsi le maître de la stratégie et le militaire, l'expert qui la met en application.

•LES TELECOMMUNICATIONS : UN SUPPORT PRECIEUX DU POLITIQUE DANS SA RELATION AVEC LE MILITAIRE ...

Que cela soit dans le cadre d'institution comme l'ONU ou dans un cadre unilatéral, l'imbrication du politique et du militaire, une fois les objectifs fixés et l'action engagée, se trouve largement entretenue voire exacerbée par les progrès technologiques de cette fin de siècle.

Ainsi, quelle que soit la distance qui sépare le politique du théâtre d'opérations, il peut grâce aux moyens performants de télécommunications, bénéficier de la situation en temps réel. Cette possibilité change profondément les relations entre le politique et le militaire. Ce dernier ne bénéficie plus d'une entière liberté quant aux actions à mener sur le terrain. Il demeure dorénavant intimement lié au politique et est tributaire de son assentiment.

Il ne faut probablement pas s'offusquer d'une telle situation tant que le politique se cantonne à la gestion des éléments cruciaux de la crise. Ceci relève indéniablement du projet collectif qu'il incarne. En revanche, il ne faut pas que cela conduise à une "déresponsabilisation" du militaire mandaté qui deviendrait alors une simple marionnette du politique. Cette intrusion du politique dans le domaine de l'opératif peut choquer. Mais il ne faut pas perdre de vue que la mondialisation de la dialectique des conflits de nouvelle génération a changé la physionomie des conséquences d'une action élémentaire.

Les actions élémentaires sur le terrain ne se font plus de nos jours dans le black-out complet tant dans l'information du public que dans l'information du politique par le militaire en opération (exemple de Kolvezi pour illustrer ce deuxième aspect, où le politique est resté de nombreuses heures sans retour d'information des militaires en mission). Pour mieux maîtriser son opinion publique et pour s'assurer que les objectifs assignés sont toujours accessibles selon le dispositif convenu, il est naturel que le politique s'imisce dans un domaine qui, à l'origine, n'était pas tout à fait de son ressort. Le rôle du militaire n'est pas pour autant dévalué. Au contraire, son rôle d'expert se trouve valorisé par cette relation étroite qui s'instaure entre lui et le politique.

•...MAIS AUSSI ,TRES CONTRAIGNANT DANS SA RELATION AVEC L'OPINION PUBLIQUE

Le politique se doit de tenir compte des aspirations de ceux qui l'ont mandaté. C'est ainsi qu'avec l'essor des médias, le politique est de plus en plus contraint d'intervenir. Cette forte pression liée à la couverture mondiale des événements, contribue à faire en sorte que celui-ci s'implique quasi-systématiquement même si dans son for intérieur, il considère que certaines situations ne requièrent pas son engagement. Il se trouve de fait, obligé de prendre une position.

Ainsi, l'intervention de 1994 en Somalie, a pour une bonne part son origine dans les images frappantes d'un peuple affamé diffusées par les télévisions occidentales, en particulier américaines. De même, le départ des éléments américains de ce pays a été vivement demandé par l'opinion publique des Etats-Unis lorsqu'ont été diffusées sur le petit écran, les images d'un soldat américain mort, indécemment traité.

Nous noterons aussi, à titre d'illustration, la crise de ces dernières semaines avec l'Irak où l'opinion publique américaine - certes bien conditionnée - souhaitait ardemment une intervention armée des Etats-Unis pour faire respecter les résolutions de l'ONU issues de la Guerre du Golfe de 1991. Dans ce cas (et dans bien d'autres...), nous pouvons toutefois nous poser la question sur le véritable pouvoir des opinions publiques via les médias. En effet, le politique a depuis longtemps pris conscience que des médias bien "gérés" permettent d'asseoir la légitimité d'une action, en particulier lorsqu'elle est militaire...

Agir sous la pression, souvent éphémère, de l'opinion publique, rend la relation du politique avec le militaire d'autant plus difficile. Une stratégie s'accommode mal de revirements incessants. Il est donc plus que nécessaire d'établir une relation serrée entre politique et militaire. Il ne faut cependant pas perdre de vue que la suprématie du politique est incontestable au moins dans une démocratie ; trop d'éléments extérieurs à la zone de crise ou de conflit sont méconnus du militaire du terrain, éléments qui peuvent être majeurs dans le bon déroulement d'une politique tant intérieure qu'extérieure. Cela requiert de la part de l'autorité militaire une certaine "souplesse", laquelle n'est pas, de façon évidente, compatible avec les règles d'application d'une stratégie. A contrario, le militaire sur

le théâtre d'opérations est le seul à appréhender les réalités du terrain et cela, le politique doit en tenir compte.

-oOo-

APRES LA STRATEGIE NUCLEAIRE, LE POLITIQUE S'ESSAIE A UNE NOUVELLE STRATEGIE : "LA STRATEGIE DE RECONSTRUCTION"

Fort de son rôle retrouvé dans la stratégie militaire, le politique s'essaie à élargir le champ d'action de celle-ci.

Ainsi, depuis quelques années, les objectifs du politique ne s'arrêtent plus à la définition du cadre d'intervention du militaire dans une crise ou conflit mais ils vont bien au-delà. La reconstruction d'un Etat à la sortie d'un conflit devient un objectif majeur. Cela se traduit par une participation active à la remise en état de ses infrastructures, à la remise en fonction de ses services publics, à la restauration de l'Etat de droit (création des conditions nécessaires à des élections démocratiques...), au soutien aux populations avec l'aide des organisations non gouvernementales (ONG), à l'aide au retour des réfugiés...

Cette approche induit des relations particulières entre politique et militaire. En effet, la reconstruction d'un Etat ne peut se faire sans les acteurs du terrain que sont les militaires. La mise en place d'une structure dite des Affaires Civilo-Militaires (ACM) dans le cadre de la Bosnie-Herzégovine montre le rôle majeur du militaire mais il ne doit pas occulter le vrai rôle dévolu au politique. Le militaire doit être le relais du politique dans l'action locale qu'il peut mener.

Si, aujourd'hui, les ACM ne font pas véritablement partie des objectifs initiaux fixés par le politique, il paraît souhaitable qu'elles soient appréhendées très tôt. Mais, comme tout mandat, il est indispensable que le politique fixe clairement les orientations de telle sorte que les acteurs locaux (militaires) agissent dans le bon sens.

Les enjeux d'une reconstruction sont hautement politiques. Il faut pouvoir appréhender les relations politico-économiques que l'on souhaite entretenir avec l'Etat à reconstruire. Il ne peut donc y avoir de règles générales quant au traitement des sorties de crise. Les orientations émanant du politique ne pourront être fonction que du cas de crise concernée. Chaque crise a ses caractéristiques et requiert une analyse et des buts spécifiques. A cette fin, une coordination entre la diplomatie présente dans l'Etat et les ACM doit s'instaurer afin qu'il n'y ait aucune discordance entre les actions des uns et des autres.

La gestion des sorties de crise devient ainsi un nouvel enjeu stratégique donnant à la fois une nouvelle dimension au politique et au militaire.

LE POLITIQUE GARANT DU PROJET COLLECTIF

Le rôle du politique dans la stratégie militaire s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un projet collectif de société dont il est le garant. Il lui revient donc le pouvoir - et le devoir - de définir les objectifs de la politique de défense au même titre que ceux dans le domaine de l'éducation, de l'industrie, du social...

La définition d'une politique de défense doit découler de la double question :

Quels moyens pour quels objectifs ?

Il serait cependant réducteur de considérer le cadre de la défense sans tenir compte de l'environnement politico-socio-économique. Aussi, les différentes actions menées par le politique en France comme dans d'autres pays depuis quelques années sont le résultat d'une analyse globale de différents facteurs concourant à la vie de l'Etat.

Force est de constater que le politique s'intéresse de plus en plus à tous les aspects du domaine militaire mais n'est-ce pas là une preuve de l'importance de celui-ci ? Il ne faut pas déduire de cette assertion que le politique ne manifestait pas jusqu'alors d'intérêts particuliers pour la "chose militaire". Au contraire, la défense a toujours été un élément essentiel du politique mais son appréhension dans le contexte de la Guerre Froide était différente. Le concept de dissuasion nucléaire dans un environnement articulé autour de l'URSS et des USA permettait de simplifier la réflexion stratégique et de dégager des lignes directrices relativement simples d'une politique de défense. En effet, cette dernière laissait supposer qu'il n'y aurait plus de conflits classiques majeurs dès lors que la dissuasion nucléaire opérait.

La chute du "Mur de Berlin" a conduit à une redistribution des cartes parmi les grands acteurs du monde et a généré des déséquilibres eux-mêmes facteurs de conflits. Le politique se devait de reconsidérer profondément le domaine de la défense. Une nouvelle réflexion en matière de politique de défense était indispensable. En France, elle a donné lieu entre autres, au Livre Blanc de 1994 lequel constitue pour partie, le fil directeur de certaines transformations que vit l'outil de défense depuis quelques années.

L'accélération de la réforme de la défense décidée par le Président de la République en 1996, comprenant en particulier la professionnalisation et le "reformatage" des armées, constitue un acte purement politique s'inscrivant dans un schéma politique déterminé considérant, en particulier, les nouvelles menaces potentielles et les contraintes économiques diverses. Si ce type de décision apparaît à certains comme l'acte du "souverain", il est parfaitement légitime au sens de la Constitution et entre pleinement dans les attributions du politique. De même, les

missions génériques assignées par le politique aux forces armées sont de son ressort exclusif. Dès lors, le devoir du militaire est d'intégrer ces contraintes et de s'assurer en tant qu'expert de son aptitude à répondre aux attentes définies par le politique. Si tel n'est pas le cas, il devra en alerter le politique en lui précisant les lacunes. A charge pour le politique de reconsidérer l'ensemble des facteurs pour décider le recadrage éventuellement nécessaire pour assurer l'aptitude de l'outil de défense à répondre aux objectifs fixés.

-oOo-

CONCLUSION

Doit-on s'émouvoir du retour en force du politique dans la stratégie militaire ?

Les grands initiateurs de la pensée stratégique de Machiavel à Clausewitz ont toujours insisté sur la primauté du politique sur la stratégie. Ce postulat s'appuie sur le fait que l'outil militaire est un instrument que le politique utilise pour assurer le bien collectif de la société qu'il administre. Aussi, les errements du début du siècle doivent-ils être considérés comme hors normes. Il n'est donc pas surprenant que le politique ait profité de l'apparition de la stratégie nucléaire pour légitimer son nouveau rôle : celui de maître de la stratégie.

Toutefois, il ne faut pas occulter le rôle essentiel du militaire. Celui-ci doit prendre conscience de son implication dans la construction du projet collectif de l'Etat. Si son rôle s'est trouvé quelque peu modifié en un demi-siècle, le militaire a toujours le devoir de proposer la stratégie au politique et d'assurer par délégation de celui-ci sa mise en oeuvre.

L'harmonisation des relations entre le politique et le militaire doit s'inscrire dans le cadre normal du "principe de subsidiarité". Il est vrai que ce principe n'est guère appliqué par une structure politique telle que celle de l'ONU. En revanche, la structure française avec le niveau politico-militaire incarné par le CEMA constitue l'élément essentiel de la bonne relation entre le politique et le militaire.

Le militaire en tant que partenaire obligé du politique se doit d'être le conseiller essentiel et averti dans le domaine de la défense. Mais sa crédibilité repose sur l'acceptation des objectifs de défense dès lors que le politique les a décidés.

BIBLIOGRAPHIE

Conférences et cours de stratégie	H. COUTEAU-BEGARIE
Le Prince	MACHIAVEL
Stratégie théorique	L. POIRIER
Introduction à la stratégie	A. BEAUFRE
De la Guerre	C. VON CLAUSEWITZ